

Évaluation et recommandations

L'économie finlandaise est globalement bien placée pour tirer parti de la mondialisation

L'économie finlandaise se caractérise par divers éléments qui lui permettent d'être bien placée pour tirer parti de la mondialisation : son ouverture aux échanges internationaux et à l'investissement direct étranger, une population au niveau d'instruction élevé, et un solide bilan en matière d'innovation. De fait, des entreprises finlandaises de premier plan, telles que Nokia, ont su faire preuve de souplesse et d'innovation pour tirer parti de la mondialisation en externalisant leurs activités et en se spécialisant. De plus, le gouvernement contribue de manière essentielle à atténuer les conséquences douloureuses que peuvent avoir les restructurations économiques ; le système de prélèvements et de prestations permet une redistribution significative des fruits de la mondialisation, tandis que le système de protection sociale soutient les personnes qui perdent leur emploi.

Néanmoins, la rigidité des salaires, la faible mobilité des travailleurs et d'autres éléments du cadre d'action publique empêchent une affectation efficiente des ressources

La taille des industries de faible technologie reste cependant considérable. L'intensification de la concurrence internationale, la délocalisation, les excédents de capacité dus à l'affaiblissement de la demande en Europe et le coût élevé des intrants ont contribué à la fermeture d'un certain nombre d'usines dans l'industrie du papier et du carton, et même dans le secteur florissant des télécommunications, la composition de la production a changé. Cette réaffectation rapide des ressources résulte de la mondialisation et des évolutions techniques, ce qui souligne l'importance de politiques économiques facilitant l'adoption par les entreprises de nouvelles techniques de production, ainsi que le déplacement des facteurs de production des branches d'activité en déclin vers les secteurs dynamiques. Malheureusement, les institutions du marché du travail ne garantissent pas une flexibilité suffisante. Les lignes de démarcation entre professions restent trop rigides dans les industries traditionnelles et la flexibilité des salaires est trop limitée, tandis que les chômeurs ne sont guère incités à déménager dans une autre région du pays pour y trouver du travail. En conséquence, les pénuries de main-d'œuvre s'accroissent, alors que le niveau du chômage reste élevé par rapport aux pays les plus performants. En outre, le taux de renouvellement des entreprises est relativement bas, ce qui laisse à penser que les conditions-cadres ne

favorisent pas l'entrepreneuriat ni la diversification de la production dans de nouvelles activités. Ces problèmes sont exacerbés par des politiques de développement régional qui soutiennent l'emploi dans des régions à faible densité de population au détriment des agglomérations. Ainsi, *les aides nationales à l'agriculture sont très importantes, et devraient être réduites pour favoriser le redéploiement de ressources vers d'autres secteurs offrant de meilleures perspectives de croissance. Une approche plus transparente et mieux ciblée devrait être adoptée pour satisfaire les besoins en matière de développement régional.* Les conflits potentiels entre les politiques du marché du travail – notamment les dispositions conçues pour inciter les chômeurs à se rendre dans les régions plus dynamiques – et les objectifs gouvernementaux de développement régional devraient être clairement explicités et des mesures devraient être prises pour résoudre les contradictions éventuelles.

La préservation du système de protection sociale exigera un renforcement de l'emploi, une amélioration de la structure des impôts et une plus grande efficacité des dépenses publiques

L'utilisation de mécanismes collectifs de partage des risques – l'une des caractéristiques essentielles du modèle nordique – a permis aux citoyens finlandais d'adhérer plus aisément à la mondialisation et à la concurrence. La pression fiscale est supérieure à la moyenne de l'OCDE, même si parmi les pays nordiques, la Finlande se caractérise par une charge fiscale globale et des dépenses sociales relativement faibles, tandis que les dépenses publiques y sont plus modestes que dans nombre d'autres pays européens. Cela étant, le système de prélèvements et de prestations a généralement permis d'assurer dans une certaine mesure le partage des bénéfices retirés des transformations structurelles entre les gagnants et les perdants de ces mutations. De plus, la structure des dépenses publiques a eu tendance à contribuer au niveau élevé de l'emploi, notamment en permettant aux ménages de bénéficier à un coût abordable de services de garde d'enfants et d'éducation préscolaire. Néanmoins, les inégalités de revenus se sont accentuées, et les ménages sans emploi restent vulnérables. Le chômage est toujours élevé et il faudrait donc réexaminer le système de prélèvements et de prestations pour vérifier si l'arbitrage entre les incitations à travailler et le soutien des revenus est approprié. Le défi que doivent relever aujourd'hui les autorités finlandaises consiste à modifier le système en place, afin qu'il encourage davantage l'efficacité et renforce les incitations à l'activité, sans pour autant perdre les avantages des mécanismes de redistribution et d'aide sociale. Compte tenu du vieillissement de la population et de la nécessité de relever les taux d'emploi, il est également préoccupant de constater que de nombreux diplômés n'entrent sur le marché du travail qu'à l'approche de la trentaine. La fiscalité du travail est aujourd'hui trop lourde, notamment au regard de la mobilité croissante des emplois et des individus qui découle de la mondialisation. Dans ce contexte, la viabilité du système de protection sociale passe par un renforcement substantiel de l'emploi, une fiscalité plus efficace et des dépenses publiques plus efficaces.

Les résultats économiques récents sont bons, mais les fortes hausses de salaires risquent de peser sur la compétitivité

Le taux de croissance économique a été supérieur à 4 % en 2006 et 2007, ce qui a contribué à la poursuite du rattrapage des autres pays nordiques, dont le produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant était légèrement supérieur à celui de la Finlande, et des États-Unis, dont l'avance était bien plus nette à cet égard. Le taux de chômage a sensiblement diminué ces dernières années, pour revenir à moins de 6½ pour cent, mais il reste supérieur à celui observé dans les autres pays nordiques. Il est clair qu'améliorer le fonctionnement du marché du travail reste l'un des principaux enjeux de la politique économique finlandaise. Sur fond de pénuries de main-d'œuvre de plus en plus marquées, les négociations salariales de 2007-08 – qui ont eu lieu au niveau des branches d'activité et des entreprises – ont débouché sur des hausses de salaires nettement plus fortes que les années précédentes. Dans la mesure où la plupart des accords conclus étaient d'une durée de deux à trois ans, il en résultera une vigoureuse poussée des salaires non seulement en 2008 mais aussi au cours des deux années suivantes, ce qui nuira à la compétitivité. Parallèlement au ralentissement de la demande mondiale, le dynamisme des exportations devrait diminuer considérablement et la croissance du PIB pourrait refluer à 2½ pour cent en 2009, le taux de chômage se stabilisant aux environs de 6 %.

Le règlement des problèmes budgétaires à moyen terme devrait passer par la poursuite de la réforme des retraites et par un durcissement de la politique budgétaire à court terme

Les résultats récents de la politique budgétaire sont positifs, l'excédent financier des administrations publiques ayant été généralement supérieur à l'objectif visé. Toutefois, l'évolution démographique va sensiblement modifier la donne à partir de 2010. Malgré la constitution de réserves conséquentes et le lancement en 2005 d'une ambitieuse réforme des retraites mise en œuvre progressivement, le gouvernement reconnaît que les taux des cotisations de retraite augmenteront de 4 points de pourcentage d'ici à 2030 pour maintenir à flot le système de retraite. L'excédent de l'administration centrale permet de neutraliser une grande partie de cette hausse en réduisant les impôts sur le revenu. Toutefois, il resterait un déficit de viabilité d'environ 1 % de PIB. Parallèlement, l'un des principaux défis que doit relever la Finlande est de continuer à alléger la pression fiscale sur le travail, tout en préservant les éléments essentiels de la protection sociale offerte par le modèle nordique. Pour ce faire, de nouveaux ajustements du système de retraite seront nécessaires. *Les autorités devraient se fixer pour priorité de relever l'âge effectif de départ en retraite et de supprimer totalement la « filière du chômage », qui permet de fait aux travailleurs âgés de prendre une retraite anticipée dès 57 ans. En outre, les périodes d'étude ne devraient plus être validées dans le décompte des droits à pension, et il faudrait réexaminer le bien-fondé du taux d'acquisition plus élevé des droits à pension qui s'applique aux travailleurs âgés de 53 à 62 ans.* Le solde financier global des administrations centrale et locales est actuellement excédentaire, mais la préservation de cet excédent au cours des années à venir exigera une structure fiscale plus efficace et de nouvelles mesures significatives destinées à renforcer la productivité du secteur public – en particulier au niveau des services sociaux municipaux.

Le système dual d'imposition des revenus a constitué une réaction positive à la mondialisation, mais il présente des inconvénients

La mondialisation contraint les pouvoirs publics à trouver un équilibre délicat entre la nécessité de financer le système de protection sociale et celle de préserver les recettes fiscales provenant des facteurs de production mobiles. La mobilité croissante du capital s'est traduite par une baisse tendancielle des taux des impôts sur les sociétés dans la zone OCDE, accompagnée d'un élargissement de leur assiette. En Finlande, le système dual d'imposition des revenus a également permis d'appliquer un taux d'imposition nettement plus faible aux revenus du capital, tandis que les revenus du travail restent lourdement taxés. Ce système d'imposition dual a renforcé l'efficacité des investissements en capital fixe. Néanmoins, ce système dual incite les individus à transformer des revenus du travail en revenus du capital, et les procédures mises en place pour limiter cette pratique ont accentué la complexité du système d'imposition, sans empêcher pour autant certaines catégories de travailleurs de continuer à faire basculer leurs revenus d'une catégorie à l'autre avec une relative facilité. Les autorités pourraient réduire les incitations à ce basculement en abaissant le taux moyen d'imposition des individus aux revenus d'activité élevés. La Finlande devrait également suivre les résultats du système norvégien de déduction pour participations en vue d'adopter un dispositif similaire – s'il s'avère efficace – pour réduire les incitations aux transferts de revenus d'une catégorie à l'autre. La réforme fiscale de 2005 s'est traduite par une légère baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, à 26 %. Cela a permis de ramener le taux finlandais en deçà de la moyenne des 15 États membres de l'Union européenne jusqu'au 1^{er} mai 2004 (UE-15). Néanmoins, le taux légal moyen dans les nouveaux États membres était d'environ 19 % en 2006, et les modifications prévues le réduiront encore d'un point de pourcentage. Aucune mesure d'élargissement de l'assiette de l'impôt finlandais sur les sociétés n'a accompagné la dernière baisse de son taux. Il est sans doute encore possible d'élargir l'assiette de l'impôt sur les sociétés tout en réduisant son taux.

Le travail est trop fortement imposé et la propriété pas assez

Bien que le travail reste moins mobile que le capital, la mondialisation renforce la mobilité des emplois et de la main-d'œuvre. La pression fiscale qui pèse sur le travail est relativement forte, en particulier pour les individus aux revenus d'activité élevés, et certains craignent qu'en tirant vers le haut les coûts de main-d'œuvre, ce coin fiscal élevé n'influe de manière importante sur les décisions d'implantation des activités de production et de délocalisation. La charge fiscale qui pèse sur le travail devrait être allégée, la priorité devant être d'abaisser le taux marginal supérieur d'imposition des revenus d'activité, pour conserver et attirer des emplois hautement qualifiés et réduire les incitations à la transformation des revenus du travail en revenus du capital. Cela étant, des facteurs de production non mobiles tels que les biens immobiliers sont peu taxés, et il existe des marges considérables d'augmentation des impôts sur la propriété foncière bâtie et non bâtie. Une telle augmentation se justifierait non seulement dans la perspective de la mondialisation (étant donné que les biens immobiliers constituent une matière imposable non mobile), mais aussi parce que les impôts sur la propriété tendent à peser plus fortement sur les contribuables aisés, et pourraient donc aider à compenser une réduction de l'imposition des revenus d'activité les

plus élevés. Pour réaliser des gains d'efficacité, les autorités devraient élargir l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et utiliser les recettes supplémentaires ainsi obtenues soit pour abaisser le taux normal de la TVA, soit pour alléger de manière plus générale la fiscalité du travail. Malheureusement, le projet du gouvernement d'abaisser le taux réduit de la TVA sur les produits alimentaires en 2009 va dans la mauvaise direction. Si son objectif est d'aider les familles à faible revenu, un soutien ciblé sera beaucoup plus efficace.

Une concurrence accrue en matière de prestation des services sociaux stimulerait la croissance de la productivité et faciliterait la diversification de l'économie

Les services sociaux, qui sont essentiellement fournis par les communes, représentent près de 20 % de la valeur ajoutée totale de l'économie, ce qui en fait le deuxième secteur finlandais après l'industrie manufacturière. Reste que la productivité a diminué, ce qui soulève des problèmes de viabilité budgétaire et crée un risque de pénuries de main-d'œuvre dans des services sociaux clés parallèlement au vieillissement de la population. Un nombre significatif de regroupements de communes sont en cours et pourraient déboucher sur des gains d'efficacité à long terme, même si le nombre de communes (environ 350 même après ces regroupements) restera nettement trop élevé. Pour renforcer la productivité, une distinction plus nette devrait être établie entre les services essentiels et non essentiels, les ressources des communes étant affectées de manière croissante aux premiers. Le secteur privé devrait être encouragé à jouer un rôle plus important dans la prestation de services sociaux – en particulier des services d'appui qui ne sont pas considérés comme des fonctions essentielles. Cela exigera une promotion plus active de la concurrence entre prestataires publics et privés de services. L'administration centrale devrait veiller à ce que les conditions-cadres dans lesquelles fonctionnent les communes mettent sur un pied d'égalité les prestataires privés et publics. Cela pourrait exiger des modifications de la législation relative aux marchés publics, ainsi que l'adoption de mesures destinées à encourager la constitution en société de toutes les activités à caractère économique contrôlées par les communes. L'administration centrale et les autorités municipales disposent en outre de marges de manœuvre considérables pour favoriser la réalisation de gains de productivité au niveau des communes, notamment en mettant au point des exercices d'évaluation comparative plus élaborés et en adoptant d'autres mesures destinées à faciliter la diffusion des meilleures pratiques en matière de gestion municipale.

Une plus grande flexibilité du marché du travail permettrait à l'économie de mieux s'adapter aux pressions découlant de la mondialisation

Le marché du travail finlandais a connu une période faste ces dernières années, marquée par une vigoureuse croissance de l'emploi et un recul régulier du chômage. Néanmoins, pour réaliser de nouveaux progrès sur le terrain des restructurations en cours associées à la mondialisation, les autorités devront mettre en œuvre des réformes décisives sur le marché du travail. Renforcer la flexibilité des salaires devrait être une priorité. Le cadre des négociations salariales finlandaises doit être encore réformé, afin que les résultats de ces négociations soient plus étroitement liés aux conditions du marché du travail pour chaque niveau de

qualification et chaque profession. Les futures négociations salariales devraient de nouveau se dérouler de manière décentralisée, et le processus selon lequel une proportion accrue des augmentations de salaires est déterminée au niveau des entreprises devrait se poursuivre. En même temps, un certain degré de coordination peut s'avérer nécessaire pour veiller à ce que l'évolution globale des salaires soit compatible avec la croissance de la productivité totale et avec l'objectif d'inflation de la BCE. Le gouvernement devrait faire en sorte qu'il soit plus aisé de déroger aux conventions collectives, et réaliser une analyse coûts-avantages de l'élimination de la pratique actuelle d'extension juridique de la quasi-totalité des conventions collectives à l'ensemble des entreprises. La Finlande est de plus en plus confrontée à des pénuries de qualifications et les délais de satisfaction des offres d'emplois s'allongent, en particulier dans les régions dynamiques du pays. Or, on observe par ailleurs des taux de chômage élevés dans d'autres régions, ce qui dénote le besoin d'une plus grande mobilité interrégionale de la main-d'œuvre. Les obligations légales des chômeurs en termes de mobilité géographique (et professionnelle) devraient être plus strictement appliquées, et de véritables sanctions devraient être imposées. En outre, les aides destinées à favoriser la mobilité interrégionale devraient être rééquilibrées. Celles qui s'avèrent les plus efficaces devraient être accrues, tandis que les autres (telles que l'aide à la location d'une deuxième résidence) devraient être supprimées.

*Davantage d'efforts doivent être déployés
pour renforcer l'emploi, en particulier parmi
les personnes âgées, les handicapés et les jeunes*

La Finlande est l'un des pays de l'OCDE où le vieillissement démographique est le plus rapide, et sa population active devrait commencer à diminuer d'ici à 2010. Le recul de l'emploi et l'augmentation du rapport de dépendance économique des personnes âgées qui en résultent menacent la viabilité du système de protection sociale. Un certain nombre de modifications devront être apportées aux politiques publiques pour relever le taux d'activité :

- La « filière du chômage », qui permet aux travailleurs âgés de prendre de fait une retraite anticipée, devrait être supprimée.
- Les conditions d'accès aux prestations de maladie et d'invalidité devraient être durcies, et davantage d'efforts devraient être accomplis pour aider les personnes actuellement malades et handicapées à rejoindre la population active.
- Les allocations de chômage devraient être réduites au fil du temps, afin que les individus soient davantage incités à rechercher un emploi et à participer aux programmes d'activation.
- Si la culture du travail à temps plein devrait être préservée en général, il faudrait examiner les choix possibles en matière de temps partiel et l'efficacité de ces solutions. Ainsi, il conviendrait d'explorer divers moyens d'encourager les retraités à exercer un emploi à temps partiel, les règles en vigueur devraient être revues afin que la perception d'une pension d'invalidité soit davantage conciliable avec une activité à temps partiel, et les autorités devraient remédier aux rigidités qui caractérisent les mécanismes de garde d'enfants.
- Il faut ajuster le système de prélèvements et de prestations pour renforcer les incitations à trouver un emploi, à accroître le temps de travail, mais aussi pour encourager l'avancement professionnel. Cela exigera peut-être une réduction de certaines prestations.

Un renforcement de l'emploi suppose également que l'enseignement supérieur soit réformé afin d'accélérer la transition entre enseignement secondaire et études supérieures

Si la Finlande excelle dans la transmission de connaissances de base à sa population, des problèmes se posent aux niveaux les plus élevés de son système d'enseignement. La question de la transition entre l'enseignement secondaire et les études supérieures est particulièrement préoccupante, dans la mesure où elle peut s'étaler sur plusieurs années. En raison de la « file d'attente » imposée aux titulaires du certificat de fin d'études secondaires, seule une minorité d'entre eux peuvent accéder à une formation dans le domaine de leur choix immédiatement après avoir obtenu ce certificat. Dans la plupart des cas, c'est seulement au bout de plusieurs tentatives qu'ils parviennent à trouver une place. Il s'agit là d'une source d'inefficience considérable, qui contribue à l'âge élevé d'obtention des diplômes d'études supérieures. Pour réduire les inefficiences relatives à l'attribution des places disponibles aux étudiants, les établissements d'enseignement supérieur devraient être encouragés à évaluer les demandes d'inscription en s'appuyant davantage sur les résultats obtenus au certificat de fin d'études secondaires. Pour résorber la file d'attente des titulaires de ce certificat, des places supplémentaires pourraient être temporairement créées en première année dans les domaines les plus demandés, sans aller toutefois jusqu'à couvrir l'intégralité de la file d'attente. Sur le long terme, les autorités devraient assouplir le système centralisé d'attribution des places de première année, en permettant aux établissements d'enseignement de déterminer le nombre de ces places, les moyens financiers suivant l'étudiant. Renforcer le rôle de la demande dans l'attribution des places de première année contribuerait aussi à une répartition plus équilibrée de ces places entre régions, tenant mieux compte des préférences des étudiants et des besoins du marché du travail. Afin que les futurs étudiants choisissent leur filière en connaissance de cause, davantage d'informations devraient leur être fournies sur les perspectives d'emploi et la rémunération des diplômés.

Pour étayer les autres mesures, l'instauration de droits d'inscription devrait être envisagée. Bien que ces droits ne soient jamais populaires, ils ne devraient guère soulever de problème d'équité, à condition qu'un système bien conçu de prêts remboursables sous conditions de ressources, couvrant à la fois les droits d'inscription et les frais de subsistance, permette aux jeunes de toutes origines de poursuivre des études. L'instauration de droits d'inscription offrirait des avantages considérables, puisqu'elle permettrait d'accroître les ressources financières des établissements d'enseignement, d'inciter davantage les étudiants à obtenir rapidement leur diplôme ainsi qu'à sélectionner leur formation en fonction des potentialités du marché du travail, et d'élever le niveau d'exigence des étudiants, tout en rendant les établissements plus réactifs aux préférences des jeunes.

Et il faut prendre des mesures supplémentaires pour raccourcir la durée des études et veiller à ce que les conditions de délivrance des diplômes soient suffisamment souples

Outre le retard avec lequel les jeunes finlandais entrent dans l'enseignement supérieur, la longueur de leurs études explique également pourquoi ils obtiennent leur diplôme tardivement. Cette longueur tient notamment au système finlandais d'aides aux étudiants.

Les autorités devraient réformer le système d'aides aux étudiants, en durcissant les conditions minimales à satisfaire en termes d'unités de valeur acquises par an. Cette progression minimale exigée devrait également conditionner le maintien des aides accordées aux étudiants, notamment en matière de logement à bas coût. Par ailleurs, le système des bourses devrait être transformé en un système de prêts remboursables sous conditions de ressources. La durée prolongée des études s'explique également par la position dominante qu'occupe le master en tant que premier diplôme universitaire. Il se pourrait également que les conditions de délivrance des diplômes finlandais ne soient pas suffisamment souples pour s'adapter à l'évolution des exigences du marché du travail, dans la mesure où les étudiants doivent rapidement choisir un domaine de spécialisation, auquel ils se consacrent jusqu'à l'obtention d'un master. Pour réduire la durée des études et rendre le système plus souple en encourageant les étudiants à obtenir d'abord une licence, les règles d'admission à l'université devraient être modifiées de telle sorte que les étudiants soient automatiquement inscrits en licence, et non plus en master. Les licences devraient également se voir accorder un plus grand poids dans le financement des universités. L'admission en master devrait être subordonnée à l'obtention d'une licence avec des résultats suffisamment élevés.

Les flux d'immigration sont modestes, mais davantage d'efforts pourraient être déployés pour attirer des travailleurs migrants dans des domaines affectés par des pénuries de qualifications

Alors que la Finlande se caractérise de longue date par la faiblesse de son immigration – en particulier de l'immigration liée à l'emploi – un nombre croissant d'entreprises finlandaises sont confrontées à des pénuries de qualifications et cherchent à recruter à l'étranger. Néanmoins, un certain nombre d'obstacles se dressent sur la route des employeurs qui souhaitent attirer des migrants qualifiés en Finlande, notamment maintenant que les employeurs de nombreux autres pays leur livrent concurrence pour s'attacher les services de travailleurs originaires des mêmes zones, en particulier d'Europe centrale et orientale. Le gouvernement devrait s'employer davantage à identifier les secteurs qui pourraient le plus bénéficier de l'apport de travailleurs migrants, et aider les entreprises (en particulier de petite taille) qui doivent livrer concurrence à d'autres employeurs pour attirer ces travailleurs, notamment en coparrainant des salons de l'emploi dans les pays d'origine. Le gouvernement devrait également consacrer plus de ressources à l'éducation et à la formation des travailleurs migrants, afin de faciliter leur intégration dans la population active finlandaise. Enfin, les autorités pourraient déployer davantage d'efforts pour attirer des étudiants étrangers, et les encourager à rester en Finlande pour y travailler après l'obtention de leur diplôme.

Glossaire

ACRS	Avantage comparatif révélé symétrique
CUMO	Coût unitaire de la main-d'œuvre
EMN	Entreprise multinationale
GES	Gaz à effet de serre
IDE	Investissement direct étranger
PAC	Politique agricole commune
PAMT	(Programmes de) politiques actives du marché du travail
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PP-P	Partenariat public-privé
R-D	Recherche-développement
SCEQE	Système communautaire d'échange de quotas d'émission
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TMEI	Taux marginal effectif d'imposition
TVA	Taxe à la valeur ajoutée
UE	Union européenne
UPM	United Paper Mills

Table des matières

Résumé	9
Évaluation et recommandations	11
Chapitre 1. Tirer le meilleur parti possible de la mondialisation	19
Effets positifs et contraintes de la mondialisation	21
Une diversification insuffisante ?	30
Un stock d'investissements directs de l'étranger inférieur à la moyenne de la zone OCDE	32
Des investissements directs à l'étranger dynamiques	34
Le modèle nordique à l'épreuve de la mondialisation	35
Les défis à relever restent nombreux	39
Notes	43
Bibliographie	44
Annexe 1.A1. Progrès de la réforme structurelle	46
Chapitre 2. Résultats macroéconomiques récents et viabilité des finances publiques	49
Les résultats macroéconomiques récents sont bons	50
Des problèmes de fond subsistent cependant sur le marché du travail	51
Les indicateurs budgétaires sont bien orientés à court terme	54
La viabilité des finances publiques à long terme reste cependant une source de préoccupation	55
Notes	58
Bibliographie	58
Chapitre 3. Mise en place de politiques fiscales permettant de consolider le modèle nordique	61
La fiscalité et le modèle nordique	62
Le système d'imposition duale des revenus comme réponse à la mondialisation	65
Comment optimiser la structure fiscale	66
L'imposition de la main-d'œuvre est excessive	70
La fiscalité locale a besoin d'être modernisée	74
L'assiette de la TVA pourrait être plus large	80
Imposition des sociétés et des revenus du capital	82
Notes	88
Bibliographie	89
Annexe 3.A1. Le système fiscal en bref	92

Chapitre 4. Réformer le secteur des services municipaux	95
Stratégies visant à réaliser des gains de productivité dans les services municipaux	99
Le gouvernement central devrait améliorer le cadre de fonctionnement des municipalités	105
Notes	108
Bibliographie	109
Chapitre 5. Un meilleur fonctionnement du marché du travail	111
Mondialisation et changement structurel	114
La fixation des salaires reste excessivement rigide	118
Problèmes d'adéquation de l'offre et de la demande d'emploi et pénuries de compétences	121
Le modèle nordique nécessite une hausse de l'emploi	129
Notes	137
Bibliographie	139
Annexe 5.A1. Emploi à temps partiel, taux d'emploi et nombre total d'heures travaillées dans l'OCDE	142
Chapitre 6. Hisser le niveau de l'enseignement supérieur au niveau de l'éducation obligatoire	145
Le système éducatif finlandais et l'économie du savoir	146
Les retards dans la transition vers l'enseignement supérieur sont une importante source d'inefficiences	149
La longueur des études contribue également à l'entrée tardive des diplômés de l'université sur le marché du travail	152
Le système basé sur l'offre a engendré des inefficiences	155
Des droits d'inscription pourraient aider à relever la qualité de l'enseignement et améliorer l'efficacité	160
L'augmentation du nombre de doctorats conduit à s'interroger sur la qualité ..	162
Notes	165
Bibliographie	166
Chapitre 7. Attirer et intégrer les travailleurs étrangers	169
Les travailleurs allochtones en Finlande	172
Faire face aux pénuries de main-d'œuvre	173
Attirer et retenir des étudiants allochtones	176
Notes	177
Bibliographie	178
Glossaire	179
Encadrés	
1.1. Le soutien à l'agriculture est coûteux et augmente la pression fiscale	24
1.2. Garantir la cohérence des politiques de développement régional avec les autres politiques publiques	26
1.3. La Finlande et le modèle nordique	36
2.1. Des hausses contractuelles de salaires plus élevées renforcent l'inflation ...	52
2.2. Résumé des recommandations destinées à assurer la viabilité des finances publiques	58

3.1. Quelle est l'importance de la protection sociale ?	64
3.2. Politique environnementale et fiscalité de l'énergie	68
3.3. Le système norvégien d'abattement au titre des fonds propres des actionnaires	86
3.4. Résumé des recommandations concernant la politique fiscale	87
4.1. Réformes récentes de la structure et du financement des municipalités	99
4.2. Synthèse des recommandations pour réformer le secteur municipal	107
5.1. Étude de cas : la fermeture de la papeterie de Voikkaa	116
5.2. Indices d'inadéquation de l'offre et de la demande d'emploi	123
5.3. Recommandations visant à améliorer le fonctionnement du marché du travail	136
6.1. Les résultats PISA pour la Finlande	148
6.2. Aides destinées aux étudiants	153
6.3. Formation professionnelle	159
6.4. Résumé des recommandations en vue de l'amélioration de l'enseignement supérieur	163
7.1. Recommandations concernant l'accès à la main-d'œuvre étrangère et son intégration	177

Tableaux

1.1. Les autres pays nordiques montrent la voie à suivre dans de nombreux domaines	36
2.1. Résultats macroéconomiques récents et prévisions	53
2.2. Prévisions de recettes et dépenses liées au vieillissement	56
3.1. Composition du taux d'imposition marginal pour une personne rémunérée au salaire brut moyen	75
3.2. Intervalles de taux de l'impôt municipal sur le patrimoine fixés par l'administration centrale	76
3.3. Instabilité des recettes fiscales	79
3.4. Complexité du système fiscal	85
5.1. Modifications de la « filière du chômage »	130
6.1. Admissions dans l'enseignement supérieur des titulaires du certificat de fin d'études secondaires	150
6.2. Taux de chômage par région pour la tranche d'âge 30-34 ans selon le niveau d'étude	157

Graphiques

1.1. Indicateurs des échanges	22
1.2. Les industries à haute et moyenne-haute technologie sont importantes	23
1.3. La Finlande est encore spécialisée dans les secteurs à faible croissance	24
1.4. Part des exportations de haute et moyenne-haute technologie	28
1.5. Avantage comparatif révélé symétrique (ACRS) de la Finlande par secteur ..	29
1.6. Les nouveaux États membres de l'UE sont des concurrents plus redoutables que la Chine	30
1.7. Taux de renouvellement des entreprises dans l'industrie et les services	31
1.8. Investissements directs étrangers	32
1.9. Les entreprises finlandaises ont une très forte intensité de R-D	33
1.10. L'internationalisation des multinationales finlandaises	34
1.11. Répartition des emplois selon leur niveau de qualité (exprimé en déciles) ..	37
1.12. Part du travail dans le revenu	38

1.13. Nécessité d'une plus forte participation des actifs âgés et jeunes	42
2.1. Principaux indicateurs économiques	50
2.2. L'origine des écarts de revenu	51
2.3. Taux d'emploi : Objectifs et résultats récents	52
2.4. Hausse globale des prix à la consommation et coûts unitaires de main-d'œuvre	53
2.5. Évolution budgétaire récente	54
2.6. Le taux de dépendance augmente	56
3.1. Total des recettes fiscales	63
3.2. Dépenses sociales publiques	64
3.3. Évolution de la fiscalité	67
3.4. Coin fiscal moyen sur les gains d'une personne célibataire	70
3.5. Taux marginal d'imposition du travail	71
3.6. Abattement fiscal au titre des revenus du travail	72
3.7. Les revenus municipaux	74
3.8. Imposition de la propriété : comparaison internationale	76
3.9. Répartition des taux municipaux d'imposition du patrimoine	78
3.10. Efficacité des taxes sur la valeur ajoutée	80
3.11. Dépenses fiscales correspondant aux taux réduits de TVA	82
3.12. Taux d'imposition globale sur les dividendes perçus	83
4.1. Le rôle du secteur des services	96
4.2. Écart de productivité par rapport aux États-Unis	97
4.3. Part des services publics fournis par les prestataires privés	98
4.4. Le rôle des entreprises privées est faible	104
5.1. Croissance économique et marché du travail	112
5.2. Population inactive	113
5.3. Taux de sortie du chômage	115
5.4. Fermeture de la papeterie de Voikkaa	118
5.5. Rigidité à la baisse des salaires	120
5.6. Courbe de Beveridge	122
5.7. Inadéquation régionale et sectorielle	124
5.8. Nombre moyen d'années d'enseignement formel	127
5.9. Temps passé en formation professionnelle	129
5.10. Corrélations de l'emploi à temps partiel	132
5.11. Emploi à temps partiel	133
5.12. Incitations au travail des individus à faible revenu	135
5.A1.1. Part de l'emploi à temps partiel, heures travaillées et emploi	143
6.1. Niveau de formation par tranche d'âge et résultats PISA	147
6.2. Taux d'accès à des études supérieures de type A	148
6.3. Taux d'inscription des personnes âgées de 27 ans	150
6.4. Élasticité intergénérationnelle du revenu	156
6.5. Chômage régional et nombre de places disponibles à l'université	157
6.6. Dépenses au titre des établissements d'enseignement supérieur	160
6.7. Nombre total de chercheurs	163
7.1. Population née à l'étranger dans les pays de l'OCDE	170
7.2. Résidents nés à l'étranger selon le pays et l'origine	171
7.3. Solde migratoire et sources d'immigration	172
7.4. Étudiants étrangers dans l'enseignement supérieur	176

Cette Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement, qui est chargé de l'examen de la situation économique des pays membres

La situation économique et les politiques de la Finlande ont été évaluées par le Comité le 14 avril 2008. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière de la discussion et finalement approuvé par le Comité plénier le 23 avril 2008.

Le projet de rapport du Secrétariat a été établi pour le Comité par Anne-Marie Brook, Petar Vujanovic, Marketta Henriksson et Marte Sollie sous la direction de Peter Hoeller. Isabelle Duong a apporté une aide à la recherche.

L'Étude précédente de la Finlande a été publiée en mai 2006.

Ce livre contient des...



StatLinks 

**Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.

STATISTIQUES DE BASE DE LA FINLANDE, 2007

LE PAYS

Superficie (1 000 km ²)	338.1	Villes principales (milliers d'habitants, fin 2006) :	
dont :		Helsinki	564.5
Terres cultivées	22.6	Espoo	235.0
Forêts	263.1	Tampere	206.4
Lacs	34.3	Vantaa	189.7

LA POPULATION

Population (milliers, fin 2006)	5 277	Population active (milliers)	2 675
Densité au km ² de superficie terrestre	17.4	Population active occupée (milliers)	2 493
Accroissement naturel net (milliers, 2006)	10.8	Population active occupée (% du total) :	
Solde net des migrations (milliers, 2006)	10.3	Agriculture, sylviculture et pêche	4.8
		Industrie et construction	25.9
		Services	69.3

LE PARLEMENT ET LE GOUVERNEMENT

Composition du Parlement (nombre de sièges) :		Gouvernement, nombre de ministres :	
Parti centriste	51	Parti centriste	10
Parti social démocrate	45	Parti social démocrate	6
Coalition nationale (conservateurs)	50	Parti du peuple suédois	2
Alliance de gauche	17	Total	20
Ligue verte	15		
Parti du peuple suédois	9		
Ligue chrétienne	7		
Autres	6		
Total	200	Dernières élections générales : 18 mars 2007	

LA PRODUCTION ET LE SECTEUR PUBLIC

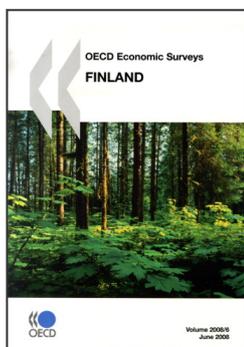
Produit intérieur brut (milliards EUR)	178.5	Consommation publique (% du PIB)	21.2
PIB par habitant (en EUR)	33 746		
Formation brute de capital fixe :		État (% du PIB) :	
% du PIB	20.3	Dépenses courantes et dépenses en capital	47.5
Par habitant (en EUR)	6 864	Recettes courantes	52.5

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services (% du PIB)	44.8	Importations de biens et services (% du PIB)	40.1
Principales exportations (% du total) :		Principales importations (% du total) :	
Métallurgie, machines et transport	36.1	Biens intermédiaires	38.7
Équipement électrique et optique	23.0	Biens de consommation	24.0
Bois, pâte à papier et papier	19.8	Biens d'équipement	23.5
Autres biens	21.1	Énergie	13.8

LA MONNAIE

Unité monétaire : euro		Unités monétaires par USD, moyenne journalière :	
		Année 2007	0.7305
		Avril 2008	0.6351



Extrait de :
OECD Economic Surveys: Finland 2008

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_surveys-fin-2008-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2008), « Évaluation et recommandations », dans *OECD Economic Surveys: Finland 2008*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_surveys-fin-2008-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.